

Chapitre 7 – Retraitements de consolidation

Corrigés des entraînements du manuel

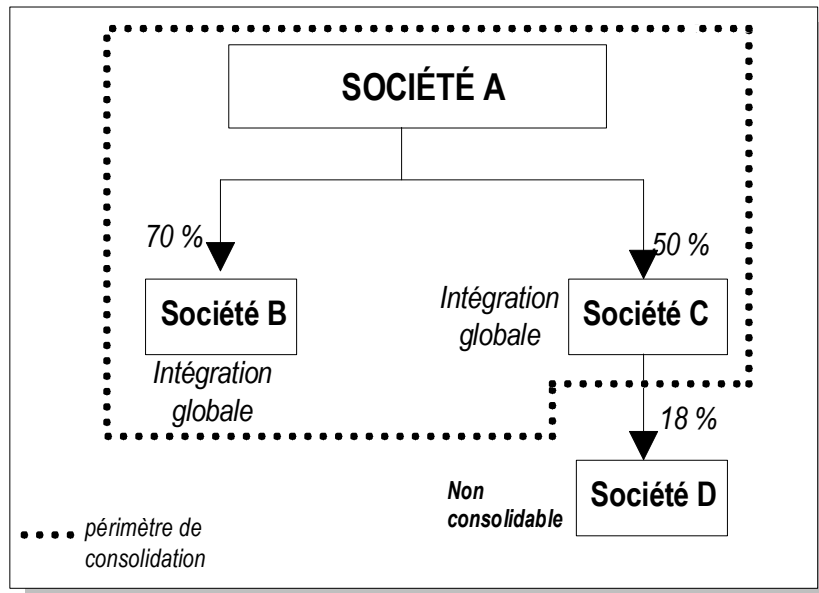
Corrigé de l'exercice 7.1

1. Détermination des pourcentages et des méthodes de consolidation

■ Analyse de la structure du groupe ABC

Sociétés	% de contrôle	Type de contrôle	Méthode	% d'intérêts
Société B	70 %	Contrôle exclusif de droit	Intégration globale	70 %
Société C	50 % pendant 2 exercices	Contrôle exclusif de fait	Intégration globale	50 %
Société D	18 %	Absence de contrôle	<i>Non consolidable</i>	$(50 \times 18) \% = 9 \%$

■ Organigramme du groupe



2. Écritures comptables de consolidation des bilans

■ Reprises des bilans des sociétés consolidables

Immobilisations incorporelles	32 974 000	
Immobilisations corporelles	312 700 000	
Immobilisations financières	31 754 000	
Stocks	203 510 000	
Créances d'exploitation	556 776 000	
Créances hors exploitation	28 000 000	
Trésorerie	9 480 000	
Capital A		100 000 000
Report à nouveau A		- 15 830 000
Réserves A		225 820 000
Résultats A		1 330 000
Dettes financières		275 788 000
Dettes d'exploitation		386 240 000
Dettes hors exploitation		201 666 000
Reprise du bilan de la société mère A		

Comptes d'actif (total)		48 294 000	
Comptes de passif (total)			48 294 000
<i>Reprise du bilan de la société mère B</i>			
Comptes d'actif (total)		59 450 000	
Comptes de passif (total)			59 450 000
<i>Reprise du bilan de la société mère C</i>			

À noter : pour gagner du temps, lors des épreuves d'examen, il est possible de comptabiliser la reprise des comptes de bilan sous la forme condensée que nous venons d'utiliser ci-dessus pour les sociétés B et C.

■ Élimination des opérations intragroupe et comptes réciproques

• Société A (mère)

- Élimination des dividendes internes

Résultat A		72 000	
Réserves A			72 000
<i>Élimination des dividendes en provenance de B</i>			

- Profits sur stocks

Réserves B ($896\,000 \times 66,67\%$)		597 333	
Résultat B ($1\,132\,000 - 896\,000 \times 66,67\%$)		157 333	
Impôts différés - actif ($1\,132\,000 \times 33,33\%$)		377 334	
Stocks			1 132 000
<i>Élimination des marges internes sur stocks</i>			

- Emprunt consenti à la société B

Dettes financières		17 000 000	
Immobilisations financières			17 000 000
<i>Élimination des créances et dettes réciproques</i>			

• Société B

- Élimination des créances et dettes d'exploitation réciproques

Dettes d'exploitation		2 186 000	
Créances d'exploitation			2 186 000
<i>Élimination des créances et dettes réciproques</i>			

- L'élimination de l'emprunt réciproque de 17 000 000 € a déjà été pratiquée au niveau des retraitements de la société A.

• Société C

Aucun retraitement à pratiquer.

■ Opérations de consolidation proprement dites

• Société B

ÉLÉMENTS	TOTAL	Société A 70 %	Minoritaires 30 %
Capital.....	9 200 000	6 440 000	2 760 000
Réserves (2 332 - 597,333).....	1 734 667	1 214 267	520 400
	10 934 667	7 654 267	3 280 400
– Titres de participation.....	- 7 000 000	- 7 000 000	0
	3 934 667	654 267	3 280 400
Résultat (408 - 157,333).....	250 667	175 467	75 200

Capital B	9 200 000	
Réserves B	1 734 667	
Titres de participation sur B		7 000 000
Réserves Groupe		654 267
Intérêts minoritaires sur situation nette		3 280 400
<i>Intégration globale de la situation nette de B</i>		
Résultats B	250 667	
Résultats Groupe		175 467
Intérêts minoritaires sur résultats		75 200
<i>Intégration globale du résultat de B</i>		

• **Société C**

ÉLÉMENTS	TOTAL	Société A 50 %	Minoritaires 50 %
Capital.....	4 000 000	2 000 000	2 000 000
Report à nouveau	– 1 110 000	– 555 000	– 555 000
Réserves.....	2 686 000	1 343 000	1 343 000
	5 576 000	2 788 000	2 788 000
– Titres de participation.....	– 3 000 000	– 3 000 000	
	2 576 000	– 212 000	2 788 000
Résultat.....	928 000	464 000	464 000

Capital C	4 000 000	
Report à nouveau C	– 1 110 000	
Réserves C	2 686 000	
Titres de participation sur C		3 000 000
Réserves Groupe		– 212 000
Intérêts minoritaires sur situation nette		2 788 000
<i>Intégration globale de la situation nette de C</i>		
Résultats C	928 000	
Résultats Groupe		464 000
Intérêts minoritaires sur résultats		464 000
<i>Intégration globale du résultat de C</i>		

3. Bilan consolidé (en milliers d'euros)

ACTIF	Sté A	Sté B	Sté C	Retraitements	BILAN
Immobilisations incorporelles	32 794	60	1 000		33 854
Immobilisations corporelles	312 700	9 244	20 346		342 290
Immobilisations financières	31 754	6	900	- 17 000 - 7 000 - 3 000	5 660
Stocks	203 510	13 226	18 738	- 1 132	234 342
Créances d'exploitation	556 776	18 186	13 716	- 2 186	586 492
Créances hors exploitation	28 000	0	670		28 670
Impôts différés actif				377,3	377,3
Trésorerie	9 480	7 572	4 080		21 132
TOTAL ACTIF	1 175 014	48 294	59 450		1 252 817,3

PASSIF	Sté A	Sté B	Sté C	Retraitements	BILAN
Capital	100 000	9 200	4 000	- 9 200 - 4 000	100 000
Report à nouveau	-15 830	0	- 1 110	+ 1 110	-15 830
Réserves	225 820	2 332	2 686	+ 72 - 597,3 - 1 734,7 + 654,3 - 2 686 - 212	226 334,3
Résultats	1 330	408	928	- 72 - 157,3 - 250,7 + 175,5- 928 + 464	1 897,5
IHG sur SN				3 280,3 + 2 788	6 068,3
IHG sur résultats				75,2 + 464	539,2
Dettes financières	275 788	18 294	200	-17 000	277 282
Dettes d'exploitation	386 240	17 638	13 290	- 2 186	414 982
Dettes hors exploit.	201 666	422	39 456		241 544
	1 175 014	48 294	59 450		1 252 817,3

4. Écritures comptables de consolidation des comptes de résultat

■ Reprises des retraitements du bilan faisant jouer le compte de résultat

Produits financiers	72 000	
Résultat global		72 000
Dividendes internes		
Variations des stocks	236 000	
Impôts sur les bénéfices		78 667
Résultat global		157 333
Annulation des profits internes sur stocks		

■ Retraitements propres au compte de résultat

Ventes	35 450 000	
Achats		35 450 000
Élimination des opérations intragroupe		
Produits financiers	1 700 000	
Charges financières		1 700 000
Élimination des opérations intragroupe		

5. Compte de résultat consolidé (en milliers d'euros)

DÉBIT	Sté A	Sté B	Sté C	Retraitements	RÉSULTAT
Achats consommés	220 000	16 500	18 500	+ 236 – 35 450	219 786
Charges externes	490 000	10 500	20 200		520 700
Impôts et taxes	190 000	7 200	9 500		206 700
Charges de personnel ..	240 000	6 800	8 400		255 200
Dotations	68 000	2 700	2 100		72 800
Autres charges d'ex- ploitation	32 000	500	900		33 400
Charges financières	36 000	3 800	1 050	- 1 700	39 150
Charges exception.	20 670	1 100	750		22 520
Impôts s/bénéfices	1 100	292	472	- 78,7	1 785,3
Résultat net	1 330	408	928	- 72 - 157,3	2 436,7
TOTAL ACTIF	1 299 100	49 800	62 800		1 374 478
CRÉDIT	Sté A	Sté B	Sté C	Retraitements	RÉSULTAT
Ventes	1 065 000	41 600	52 200	– 35 450	1 123 350
Production stockée	+ 85 200				85 200
Reprises s/amortis. et...	1 800				1 800
Autres produits	82 000	1 100	3 700		86 800
Produits financiers	41 700	5 300	4 100	- 72 - 1 700	49 328
Produits exceptionnels	23 400	1 800	2 800		28 000
	1 299 100	49 800	62 800		1 374 478

Vérification : le total des deux comptes de résultat qui figurent au bilan, soit :

- Résultat part du groupe.....	1 813 100
- Résultat part des minoritaires	623 600
	<u>2 436 700</u>

est bien égal au solde du compte de résultat consolidé, qui apparaît au débit du document.

Corrigé de l'exercice 7.2

Retraitements concernant la SA CORNÉLY

■ Provision réglementée

Conformément aux dispositions légales, tous les enregistrements constatés en application de la législation fiscale doivent être annulés. En conséquence, nous annulerons la provision :

- au titre de l'exercice N, pour un montant brut de 41 700 € avant impôt différé,
 - au titre des exercices antérieurs, pour un montant brut de 145 500 €, avant impôt différé.
- D'où, les enregistrements suivants au journal de consolidation.

• Écritures de consolidation du bilan

Provisions réglementées	187 200	
Réserves CORNÉLY (145 500 × 66 2/3 %)		97 000
Résultats CORNÉLY (41 700 × 66 2/3 %)		27 800
Impôts différés - CORNÉLY (187 200 × 33 1/3 %)		62 400

• Écritures de consolidation du compte de résultat

Résultat global	27 800	
Impôts sur les bénéfices	13 900	
Dotations aux provisions - charges exceptionnelles		41 700

■ Crédit-bail

En normes IFRS, afin de faire apparaître dans les documents consolidés les immobilisations financées par location-financement, on remplace les dépenses de redevance par les annuités (intérêts + remboursements) d'un emprunt fictif de même durée que le contrat de location et d'un montant égal à la valeur financée par le contrat (soit la valeur d'origine du bien).

Il faut donc reconstituer le tableau d'amortissement de l'emprunt jusqu'au 31 décembre N, date de la consolidation. Pour cela on doit calculer le taux de cet emprunt. Nous posons l'équation

$$\text{suivante : } 500\,000 = 80\,000 \times \frac{1 - (1+i)^{-8}}{i} (1+i) + 136\,000 (1+i)^{-8}$$

$$\Rightarrow i \cong 12 \%$$

Par ailleurs, l'immobilisation est en principe amortie sur durée probable d'utilisation qui n'est pas précisée dans l'énoncé. En l'absence de cette précision, nous supposons que la durée d'utilisation est la même que celle du bail (8 ans) et que la valeur résiduelle en fin d'utilisation est égale au prix de levée de l'option (136 K€).

Nous aurons donc les éléments suivants :

Échéance	Emprunt fictif					Immobilisation
	Dettes avant échéance <i>a</i>	Intérêts <i>b = a × 12 %</i>	Annuité <i>c = redevance</i>	Amortissement <i>d = c - b</i>	Dettes après échéance <i>e = a - d</i>	Amortissement = (500 - 136) K€ sur 8 ans
01.01.N	500 000	0	80 000	80 000	420 000	0
31.12.N	420 000	50 400	80 000	29 600	390 400	45 500

Afin de retraiter correctement cette opération, procédons à la comparaison suivante :

Le financement de l'immobilisation par contrat de crédit-bail a donné lieu aux enregistrements suivants dans les comptes individuels :

1/1		
Redevances de crédit-bail	80 000	
Banque		80 000
31/12		
Redevances de crédit-bail	80 000	
Banque		80 000
31/12		
Charges constatées d'avance	80 000	
Redevances de CB		80 000

Si la société avait acheté l'immobilisation en finançant cette acquisition par l'emprunt défini ci-dessus, les enregistrements auraient été les suivants dans les comptes individuels :

1/1		
Immobilisations	500 000	
Emprunt		500 000
1/1		
Emprunt	80 000	
Banque		80 000
31/12		
Dotations aux amortissements	45 500	
Amortissements Immo		45 500
31/12		
Charges d'intérêts	50 400	
Emprunt	29 600	
Banque		80 000



Les opérations de consolidation doivent faire apparaître les enregistrements présentés à droite (entreprise propriétaire de l'immobilisation financée par emprunt) alors que l'entreprise a enregistré dans ses comptes individuels les opérations présentées à gauche (financement par crédit-bail). Les retraitements consistent donc à annuler les enregistrements effectués afin de parvenir aux enregistrements désirés. D'où :

• *Écritures de consolidation du bilan*

Immobilisations	500 000	
Emprunt		500 000
Résultat CORNÉLY (dotations)	45 500	
Amortissements des immobilisations		45 500
Résultat CORNÉLY (Charges d'intérêts)	50 400	
Emprunt	109 600	
Résultat (Redevances de crédit-bail)		160 000
Résultat CORNÉLY (Redevances de crédit-bail)	80 000	
Charges constatées d'avance		80 000

Il nous faut tenir compte de l'incidence fiscale de ces retraitements, d'où :

Impôts différés - CORNÉLY	5 300	
Résultat CORNÉLY (Impôts sur les bénéfices)		5 300
$(45\,500 + 50\,400 + 80\,000 - 160\,000) \times 33\,1/3\%$		

• *Écritures de consolidation du compte de résultat*

Dotations aux amortissements - Charges d'exploitation	45 500		
Résultat global		45 500	
Résultat global	29 600		
Charges d'intérêts	50 400		
Redevances de crédit-bail		80 000	
Résultat global	5 300		
Impôts sur les bénéfices		5 300	

■ **Participation des salariés**

Cette charge comptable enregistrée à la clôture de l'exercice N, sera fiscalement déductible en N+1. Elle est donc porteuse d'une économie d'IS qu'il nous faut comptabiliser dans les comptes consolidés.

D'où, les enregistrements suivants au journal de consolidation.

• *Écritures de consolidation du bilan*

Impôts différés - CORNELY	73 000		
Résultat CORNELY		73 000	
219 000 × 33 1/3 %			

• *Écritures de consolidation du compte de résultat*

Résultat global	73 000		
Impôts sur les bénéfices		73 000	

• *Compensation des impôts différés CORNELY*

Impôts différés - CORNELY		
5 300	62 400	
73 000	15 900	<i>Solde débiteur</i>
78 300	78 300	

La compensation des impôts différés générés par les retraitements propres à la société CORNELY dégage un solde en faveur des créances d'impôts. La société CORNELY étant bénéficiaire, il est probable que ces créances pourront être imputées sur l'imposition des bénéfices futurs. Cette créance doit donc être maintenue à l'actif du bilan consolidé.

Retraitements concernant la SA FESTON

■ **Coûts de développement**

La valeur d'origine des coûts de développement est de $\frac{46\,800 \times 5}{3} = 78\,000$ €. Ce montant n'aurait pas dû être amorti en normes IFRS puisque les avantages économiques prévus ne seront obtenus qu'à partir de N+1, d'où les retraitements suivants :

• *Écritures de consolidation du bilan*

Amortissements de frais de recherche et développement	31 200		
Réserves FESTON [15 600 (1 – 33 1/3 %)]		10 400	
Résultat FESTON [15 600 (1 – 33 1/3 %)]		10 400	
Impôts différés - FESTON (31 200 × 33 1/3 %)		10 400	

• *Écritures de consolidation du compte de résultat*

Résultat global	10 400		
Impôts sur les bénéfices	5 200		
Dotations aux amortissements - Charges d'exploitation		15 600	

■ Provision réglementée

Il faut annuler les enregistrements pratiqués en application de la législation fiscale. D'où :

• Écritures de consolidation du bilan

Provisions réglementées	45 600	
Résultat FESTON		30 400
Impôts différés - FESTON ($45\,600 \times 33\,1/3\%$)		15 200

• Écritures de consolidation du compte de résultat

Résultat global	30 400	
Impôts sur les bénéfices	15 200	
Dotations aux amortissements - Charges exceptionnelles		45 600

■ Location - financement

Nous appliquerons le même raisonnement que pour le retraitement du contrat de crédit-bail chez CORNÉLY. Calcul du taux d'intérêt de l'emprunt fictif :

$$800\,000 = 204\,500 \times \frac{1 - (1+i)^{-5}}{i} (1+i) \Rightarrow i \cong 14\%$$

Nous aurons donc les éléments suivants :

Dates	Emprunt fictif					Immobilisation
	Dette avant échéance a	Intérêts $b = a \times 14\%$	Annuité $c = \text{redevance}$	Amortissement $d = c - b$	Dette après échéance $e = a - d$	Amortissement $800\,000 \text{ à } 20\% \text{ (du 1.10.N-2)}$
01.10.N-2	800 000	0	204 500	204 500	595 500	
31.12.N-2						40 000
30.09.N-1	595 500	83 370	204 500	121 130	474 370	
31.12.N-1						160 000
30.09.N	474 370	66 412	204 500	138 088	336 282	
31.12.N						160 000
30.09.N+1	336 282	47 079	204 500	157 421		

• Écritures de consolidation du bilan

Immobilisations	800 000	
Emprunt		800 000
Réserves FESTON (dotations)	200 000	
Résultat FESTON (dotations)	160 000	
Amortissements des immobilisations		360 000
Réserves FESTON [$\text{Charges d'intérêts} : 83\,370 + (66\,412 \times 3/12)$]	99 973	
Résultat FESTON [$\text{Charges d'intérêts} : (66\,412 \times 9/12)$]	49 809	
Emprunt	463 718	
Réserves FESTON (Loyers = $204\,500 \times 15/12$)		255 625
Résultat FESTON (Loyers pour 12 mois)		204 500
Charges constatées d'avance ($204\,500 \times 9/12$)		153 375
Résultat FESTON (Charges d'intérêts)	11 770	
Intérêts courus ($47\,079 \times 3/12$)		11 770
Impôts différés - FESTON	20 476	
Résultat FESTON (Impôts sur les bénéfices)		5 693
($160\,000 + 49\,809 - 204\,500 + 11\,770$) $\times 33\,1/3\%$		
Réserves FESTON		14 783
($200\,000 + 99\,973 - 255\,625$) $\times 33\,1/3\%$		

• Écritures de consolidation du compte de résultat

Dotations aux amortissements - Charges d'exploitation	160 000	
Résultat global		160 000
Charges d'intérêts (49 809 + 11 770)	61 579	
Résultat global	142 921	
Locations		204 500
Résultat global	5 693	
Impôts sur les bénéfices		5 693

• *Compensation des impôts différés FESTON*

Impôts différés - FESTON		
	20 476	10 400
		15 200
<i>Solde créditeur</i>	<i>33 507</i>	<i>28 383</i>
	53 983	53 983

La compensation des impôts différés générés par les retraitements propres à la société FESTON dégage un solde en faveur des dettes d'impôts. Cette dette doit figurer au passif du bilan consolidé en application des IFRS.

Retraitements concernant la SA LA DENTELLIÈRE

■ **Choix de la méthode de conversion**

La monnaie de fonctionnement de la société LA DENTELLIÈRE est celle de la société CORNÉLY (euro) à laquelle l'activité de LA DENTELLIÈRE est intégrée. Cependant, la monnaie locale de la société LA DENTELLIÈRE est le franc suisse. Il faut donc convertir la monnaie locale d'une société étrangère en sa monnaie de fonctionnement. En principe, les transactions en francs suisses auraient dû être enregistrées dès l'origine dans la monnaie de fonctionnement, l'euro, en appliquant au montant en francs suisses, le cours du jour à la date de la transaction (IAS 21, § 21). La conversion des francs suisses au **cours historique** obéit rétroactivement à ce principe.

On procède en deux étapes successives.

■ **1^{ère} étape : conversion des postes du bilan**

Postes	Valeur en CHF	Cours	Valeur en EUR	Postes	Valeur en CHF	Cours	Valeur en EUR
Immobilisations	84 000	0,76	63 840	Capital	60 000	0,76	45 600
Stocks	19 200	0,67	12 864	Réserves N-3	800	0,80	640
Créances	46 800	0,65	30 420	Réserves N-2	3 600	0,78	2 808
Disponibilités	2 000	0,65	1 300	Réserves N-1	1 600	0,705	1 128
				Résultat	<i>par différence</i>		<i>1 828</i>
				Dettes	86 800	0,65	56 420
			108 424				108 424

■ **2^e étape : conversion des postes du compte de résultat**

Postes	Valeur en CHF	Cours	Valeur en EUR	Postes	Valeur en CHF	Cours	Valeur en EUR
Charges divers.	179 200	0,67	120 064	Produits	191 200	0,67	128 104
Dotations	13 200	0,76	10 032	Variations stock	400	0,67	268
Résultat global	<i>Bénéfice reporté</i>		<i>1 828</i>	Écart de conversion			3 552
			131 924				131 924

La reprise des documents de synthèse de la SA LA DENTELLIÈRE après conversion est la suivante :

Immobilisations	63 840	
Stocks	12 864	
Créances	30 420	
Disponibilités	1 300	
Capital LA DENTELLIÈRE		45 600
Réserves LA DENTELLIÈRE		4 576
Résultat LA DENTELLIÈRE		1 828
Dettes		56 420
Charges diverses	120 064	
Dotations aux amortissements	10 032	
Résultat global	1 828	
Produits		128 104
Variations des stocks de produits finis		268
Produits financiers (Écart de conversion)		3 552

Corrigé de l'exercice 7.3

1. Choix des méthodes de consolidation

Sociétés	Pourcentage de contrôle	Type de contrôle	Méthode de consolidation
GLOBUS	80 %	Contrôle exclusif	Intégration globale
PROPORTION	25 %	Contrôle conjoint	Intégration proportionnelle (RMCC) Mise en équivalence ou intégration proportionnelle (IAS 31)
EQUIVAL	20 %	Influence notable	Mise en équivalence

2. Retraitements d'élimination des comptes réciproques et d'opérations internes

Avant d'enregistrer les écritures de retraitement, il faut analyser le texte afin de recenser tous les problèmes à retraiter. Ces problèmes peuvent être présentés de plusieurs manières :

- les problèmes à retraiter peuvent être exposés à l'occasion de l'étude des documents de synthèse de chacune des sociétés du groupe (cas du présent sujet). On retrouve alors la même opération réciproque au moins deux fois, une fois dans chacune des sociétés concernées (et éventuellement au niveau des postes de bilan et au niveau du compte de résultat) ; il faut alors prendre garde à ne pas retraiter plusieurs fois le même problème.
- les problèmes à retraiter peuvent être exposés une seule fois ; il faut alors prendre garde à ne pas oublier l'un des aspects des retraitements : retraitement du bilan et du compte de résultat, par exemple.

Après recensement des divers problèmes, on peut procéder aux retraitements au journal de consolidation, en respectant les principes suivants :

- pour les retraitements concernant les postes du bilan, autres que ceux ayant une incidence sur les capitaux propres, et les postes du compte de résultat, il n'est pas nécessaire de distinguer à quelle société ils sont rattachés.
- pour les retraitements ayant une incidence sur les capitaux propres, il est indispensable de préciser à quelle société du groupe le poste est rattaché. Il faut donc spécifier « Résultat de la société X », « Réserves de la société Y »... En effet, on tiendra compte de ces indications, pour déterminer, après retraitements, les capitaux propres consolidés de chaque société du groupe.

Par ailleurs, il faut également préciser à quelle société du groupe les impôts différés sont rattachés pour pouvoir compenser ces impôts à l'intérieur d'une même entité fiscale.

■ Titres de participation

En normes IFRS, les actions ne faisant pas l'objet d'un marché actif, sont évaluées au coût (historique).

La société MADRE a doté une dépréciation sur les titres de participation EQUIVAL. Cette dépréciation doit être éliminée car la perte la justifiant va être prise en compte dans le calcul de la situation nette consolidée. La provision ferait alors double emploi. D'où :

Dépréciations des titres de participation Réserves MADRE (850 × 40 %) sur 8 000 titres	2 720 000	2 720 000
--	-----------	-----------

■ Créances et dettes réciproques

• Créances et dettes avec la SA GLOBUS

La SA GLOBUS est consolidée par la méthode de l'intégration globale ; toutes les opérations réciproques concernant cette société doivent donc être retraitées à 100 %.

- Prêt de MADRE à GLOBUS

Le retraitement du prêt avec intérêts, consenti par MADRE à GLOBUS, comprend plusieurs aspects. Il faut d'abord annuler les créance et dette réciproques pour leur montant dans les bilans individuels, soit :

Emprunt et dettes financières divers Créances rattachées à des participations Écritures de consolidation du bilan - élimination du prêt	250 000	250 000
---	---------	---------

Comme les intérêts sont payables annuellement à terme échu à une échéance qui ne correspond pas à la clôture de l'exercice, les deux sociétés ont dû enregistrer, lors de leur inventaire, des écritures de régularisation (cf. à ce sujet les renseignements concernant le compte « dettes financières » chez GLOBUS).

Les intérêts courus, du 1^{er} octobre au 31 décembre, chez GLOBUS (ou les produits à recevoir chez MADRE) comptabilisés au 31.12.N, s'élèvent à : $250\,000 \times 8\% \times 3/12 = 5\,000\text{ €}$

Intérêts courus Produits à recevoir Écritures de consolidation du bilan - élimination des régularisations	5 000	5 000
---	-------	-------

D'autre part, les intérêts annuels, dus par GLOBUS et bénéficiant à MADRE, figurent dans les comptes de résultat de chacune de ces sociétés. Il s'agit de produits et charges réciproques, qu'il faut éliminer pour : $250\,000 \times 8\% = 20\,000\text{ €}$

Produits financiers Charges financières Écritures de consolidation du compte de résultat	20 000	20 000
--	--------	--------

- Dette d'exploitation de MADRE envers GLOBUS

Il s'agit ici d'une opération d'exploitation enregistrée dans les postes « Clients » ou « Fournisseurs » et comptes rattachés. La créance figurant au bilan de GLOBUS est d'un montant inférieur à la dette figurant au passif de MADRE. En effet, par suite de la remise à l'escompte de la LCR de 50 000 €, il ne reste plus qu'une LCR en portefeuille chez GLOBUS. Seule la fraction de la dette qui reste réciproque doit être annulée.

Dettes fournisseurs et comptes rattachés Créances d'exploitation Écritures de consolidation du bilan	48 500	48 500
--	--------	--------

La LCR ayant fait l'objet d'une remise à l'escompte avec recours du cessionnaire doit être maintenue au bilan consolidé, comme suit (IAS 39, § 20b) :

Dettes fournisseurs et comptes rattachés		50 000	
Concours bancaires courants			50 000
<i>Écritures de consolidation du bilan</i>			

• *Créances sur la SA EQUIVAL*

Cette société est consolidée par la méthode de la mise en équivalence. L'élimination des créances et dettes réciproques ne la concerne pas. Il ne faut donc pas retraiter :

- la créance de MADRE pour 120 000 €,
- la créance de GLOBUS pour 17 000 €,
- la créance de PROPORTION pour 42 000 €.

• *Créances sur la SA PROPORTION*

Cette société fait l'objet d'une intégration proportionnelle. Le retraitement est alors pratiqué à taux plein, dans la limite du montant intégré dans le cumul des comptes. Soit :

- Créance chez MADRE : 700 000 €
- Montant des dettes de la SA PROPORTION intégrées : $2\,500\,000 \times 25\% = 625\,000\text{ €}$

Le retraitement sera donc effectué dans la limite de cette dernière somme.

Dettes		625 000	
Créances rattachées à des participations			625 000
<i>Écritures de consolidation du bilan</i>			

■ **Marge commerciale comprise dans les stocks**

Il faut éliminer les bénéfices réalisés par GLOBUS compris dans les stocks de MADRE.

$$\text{Bénéfice compris dans le stock initial : } \frac{72\,000 \times 0,20}{1,20} = 12\,000\text{ €}$$

$$\text{Bénéfice compris dans le stock final : } \frac{252\,000 \times 0,20}{1,20} = 42\,000\text{ €}$$

Résultat GLOBUS $[(42\,000 - 12\,000) \times (1 - 0,3333)]$	20 000	
Réserves GLOBUS $[12\,000 \times (1 - 0,3333)]$	8 000	
Impôts différés - GLOBUS $(42\,000 \times 33\frac{1}{3}\%)$	14 000	
Stocks marchandises		42 000
<i>Écritures de consolidation du bilan</i>		
Variations des stocks	30 000	
Résultat		20 000
Impôts sur les bénéfices		10 000
<i>Écritures de consolidation du compte de résultat</i>		

■ **Profit interne sur cession d'une immobilisation**

Il faut éliminer le profit réalisé par MADRE sur la cession du matériel à GLOBUS.

Le profit réalisé sur la cession est de : $60\,000 - 45\,000 = 15\,000\text{ €}$.

Résultat MADRE	10 000	
Impôts différés - MADRE	5 000	
Immobilisations		15 000
<i>Écritures de consolidation du bilan</i>		

Produits nets sur cession d'éléments d'actif	60 000	
Valeur comptable des éléments d'actif cédés		45 000
Résultat		10 000
Impôts sur les bénéfices		5 000
<i>Écritures de consolidation du compte de résultat</i>		

L'élimination du profit interne sur cession modifie la valeur d'entrée de l'immobilisation dans les comptes de la société acheteuse (GLOBUS). Il faut donc retraiter les amortissements pratiqués. Soit :

Amortissements pratiqués par GLOBUS : $60\,000 \times \frac{1}{5} \times \frac{6}{12} = 6\,000 \text{ €}$

Amortissements que MADRE aurait pratiqués sans la cession : $100\,000 \times \frac{1}{10} \times \frac{6}{12} = 5\,000 \text{ €}$

Amortissements des immobilisations	1 000	
Résultat GLOBUS		667
Impôts différés - GLOBUS		333
<i>Écritures de consolidation du bilan</i>		
Résultat	667	
Impôts sur les bénéfices	333	
Dotations aux amortissements - charges d'exploitation		1 000
<i>Écritures de consolidation du compte de résultat</i>		

■ Achats et ventes réciproques

Nous appliquerons ici les mêmes principes que pour l'élimination des créances et dettes réciproques. D'où :

- *Achats et ventes avec la SA GLOBUS* : élimination à 100 %

Ventes	524 000	
Achats		524 000
<i>Écritures de consolidation du compte de résultat</i>		
Ventes	1 254 000	
Achats		1 254 000
<i>Écritures de consolidation du compte de résultat</i>		

- *Achats et ventes avec la SA EQUIVAL* : pas d'élimination pour la société mise en équivalence. D'où, ne pas retraiter : 854 000 € chez MADRE et 34 000 € chez PROPORTION.

- *Achats et ventes avec la SA PROPORTION* : l'élimination est pratiquée dans la limite du montant intégré dans le cumul des comptes. Ici, la limite ne joue pas, d'où :

Ventes	452 000	
Achats		452 000
<i>Écritures de consolidation du compte de résultat</i>		

■ Loyer de l'entrepôt payé par PROPORTION

S'agissant d'une intégration proportionnelle, les retraitements seront pratiqués à 25 % seulement, puisque le cumul des comptes n'a intégré que cette part de l'opération.

Revenus des immeubles non affectés aux activités professionnelles	18 000	
Locations		18 000
<i>Écritures de consolidation du compte de résultat - 72 000 × 25 %</i>		
Produits perçus d'avance	15 000	
Charges constatées d'avance		15 000
<i>Écritures de consolidation du bilan - 72 000 × 25 % × 10/12</i>		

■ **Dividendes internes**

La société MADRE a encaissé, en N : $420\,000 + 32\,000 = 452\,000$ € de dividendes en provenance de ses filiales. Ils doivent être éliminés du résultat de l'exercice.

Résultats MADRE		452 000	
Réserves MADRE			452 000
<i>Écritures de consolidation du bilan</i>			
Produits financiers		452 000	
Résultat			452 000
<i>Écritures de consolidation du compte de résultat</i>			